

**Accord national interprofessionnel**  
**RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES**  
**(Accord du 8 décembre 1961)**  
**(15 mars 1988)**

*(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)*  
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,  
*Journal officiel* du 30 juin 1988)

AVENANT N° 113 DU 5 MAI 2011  
RELATIF AU NOUVEL ÂGE DE LA RETRAITE AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2011

NOR : ASET1150771M

Entre :

Le MEDEF ;

La CGPME ;

L'UPA,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les annexes A et E à l'accord du 8 décembre 1961 sont modifiées comme ci-après :

ANNEXE A

Article 18

L'article 18 est désormais libellé comme suit :

« L'âge de la retraite dans le régime géré par l'ARRCO est égal à celui visé au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale (dans la rédaction au 18 mars 2011 de l'article L. 351-8-1° et de l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale auquel celui-ci se réfère).

Toutefois, les participants peuvent demander à bénéficier de leur allocation ARRCO au plus tôt 10 ans avant l'âge visé au 1<sup>er</sup> alinéa du présent article.

Si la liquidation intervient 10 ans avant cet âge, les points de retraite inscrits au compte de l'intéressé sont affectés du coefficient 0,43.

Le tableau ci-après indique le montant des coefficients d'anticipation applicables en fonction de l'âge de départ en retraite (âge visé au 1<sup>er</sup> alinéa du présent article dont on soustrait la durée de l'anticipation).

ÂGE VISÉ au 1 <sup>er</sup> alinéa de l'art. 18	COEFFICIENT d'anticipation
Moins 10 ans	0,43
Moins 9 ans 3 trimestres	0,4475
Moins 9 ans 2 trimestres	0,465
Moins 9 ans 1 trimestre	0,4825
Moins 9 ans	0,5
Moins 8 ans 3 trimestres	0,5175
Moins 8 ans 2 trimestres	0,535
Moins 8 ans 1 trimestre	0,5525
Moins 8 ans	0,57
Moins 7 ans 3 trimestres	0,5875
Moins 7 ans 2 trimestres	0,605
Moins 7 ans 1 trimestre	0,6225
Moins 7 ans	0,64
Moins 6 ans 3 trimestres	0,6575
Moins 6 ans 2 trimestres	0,675
Moins 6 ans 1 trimestre	0,6925
Moins 6 ans	0,71
Moins 5 ans 3 trimestres	0,7275
Moins 5 ans 2 trimestres	0,745
Moins 5 ans 1 trimestre	0,7625
Moins 5 ans	0,78
Moins 4 ans 3 trimestres	0,7925

ÂGE VISÉ au 1 <sup>er</sup> alinéa de l'art. 18	COEFFICIENT d'anticipation
Moins 4 ans 2 trimestres	0,805
Moins 4 ans 1 trimestre	0,8175
Moins 4 ans	0,83
Moins 3 ans 3 trimestres	0,8425
Moins 3 ans 2 trimestres	0,855
Moins 3 ans 1 trimestre	0,8675
Moins 3 ans	0,88
Moins 2 ans 3 trimestres	0,89
Moins 2 ans 2 trimestres	0,9
Moins 2 ans 1 trimestre	0,91
Moins 2 ans	0,92
Moins 1 an 3 trimestres	0,93
Moins 1 an 2 trimestres	0,94
Moins 1 an 1 trimestre	0,95
Moins 1 an	0,96
Moins 3 trimestres	0,97
Moins 2 trimestres	0,98
Moins 1 trimestre	0,99

Les coefficients ci-dessus ne s'appliquent pas en cas de liquidation des allocations intervenant dans les conditions prévues par l'article 19 de la présente annexe et par l'annexe E au présent accord. »

#### Article 19

Les 3 premiers points de l'article 19 sont désormais libellés comme suit :

##### « 1. Anciens déportés ou internés

Les anciens déportés ou internés titulaires de la carte de déporté ou interné de la Résistance ou de la carte de déporté ou interné politique, ayant fait liquider leur pension de base au titre de l'article L. 351-8-3° du code de la sécurité sociale, peuvent obtenir leur retraite complémentaire sans application de coefficient d'anticipation.

## 2. Anciens combattants et prisonniers de guerre

Les anciens combattants et prisonniers de guerre peuvent obtenir, sans application de coefficients d'anticipation, la liquidation de leurs droits dans les conditions d'âge et de durée de captivité ou de service actif analogues à celles retenues par le régime général de la sécurité sociale au titre des articles L. 351-8-5°, D. 351-1 et D. 351-2 du code de la sécurité sociale.

## 3. Mères de famille ouvrières

Les mères de familles salariées, visées à l'article R. 351-23 du code de la sécurité sociale, et ayant fait liquider leur pension de base au titre de l'article L. 351-8-4°, peuvent bénéficier d'une retraite complémentaire calculée sans application de coefficients d'anticipation. »

Le point 4, relatif aux mineurs de fond, est inchangé.

Le point 5, relatif aux salariés reconnus inaptes au travail, est désormais libellé comme suit :

« Les personnes reconnues inaptes au travail, définies à l'article L. 351-7 du code de la sécurité sociale, et ayant fait liquider leur pension de base au titre de l'article L. 351-8-2° de ce même code, peuvent obtenir leur retraite complémentaire sans application de coefficients d'anticipation. »

### Article 20

Les 2 premiers alinéas sont remplacés par un alinéa libellé comme suit :

« Le salarié exerçant une activité à temps partiel dans le cadre de l'article L. 351-15 du code de la sécurité sociale, relatif à la retraite progressive, reçoit une partie de son allocation calculée par application du même taux que celui retenu par le régime général de la sécurité sociale ou par le régime des assurances sociales agricoles et affectée, le cas échéant, d'un coefficient d'anticipation spécifique temporaire tenant compte de la durée d'assurance. »

Le 3<sup>e</sup> alinéa, qui devient le 2<sup>e</sup>, est désormais libellé comme suit :

« Les cotisations, tant patronales que salariales, correspondant au salaire perçu au titre de l'activité partielle accomplie dans le cadre de la retraite progressive, permettent l'acquisition de droits postérieurement à la liquidation de la partie d'allocation susvisée. »

Les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> alinéas, qui deviennent les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> alinéas, sont inchangés.

### Article 22

Les 4 derniers alinéas du point 1 sont désormais libellés comme suit :

« Dans les cas visés au *b* ci-dessus, l'attribution de droits au titre du présent article cesse :  
– si le degré d'incapacité devient inférieur à 50 % ;  
– ou lorsque l'intéressé obtient, avant l'âge visé au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 18 de la présente annexe, une pension vieillesse pour inaptitude auprès du régime général de sécurité sociale;  
– ou à la date d'effet de la liquidation de l'allocation ARRCO et, au plus tard, à l'âge visé au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 18 de la présente annexe. »

Le reste de l'article est sans changement.

### Article 26

L'avant-dernier alinéa est modifié ainsi qu'il suit :

« – n'ait pas atteint l'âge visé à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale ou, s'il a atteint cet âge sans avoir dépassé celui visé au 1° de l'article L. 351-8 dudit code, ne compte pas le nombre de trimestres nécessaire pour bénéficier d'une pension d'assurance vieillesse à taux plein, ».

Le dernier alinéa est inchangé.

## ANNEXE E

Le titre est désormais le suivant :

« Application par le régime ARRCO de l'accord du 18 mars 2011 relatif aux retraites complémentaires AGIRC, ARRCO, AGFF (1) ».

Il est créé, à la fin du titre, un renvoi (1) libellé comme suit :

« (1) Les dispositions de la présente annexe s'appliquent sur la base de la rédaction au 18 mars 2011 de l'ensemble des dispositions législatives qui y sont visées, pour toute liquidation prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011. »

L'article 1<sup>er</sup> est inchangé.

L'article 2 est désormais libellé comme suit :

« Pour bénéficier des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, les intéressés doivent :

- avoir un âge compris entre celui fixé par l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale et celui visé au 1<sup>o</sup> de l'article L. 351-8 de ce code ;
- justifier de la durée d'assurance visée au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale, nécessaire pour bénéficier d'une pension d'assurance vieillesse à taux plein ;
- avoir fait liquider, en application des articles L. 351-1 du code de la sécurité sociale ou L. 742-3 du code rural, leur pension d'assurance vieillesse auprès du régime général de la sécurité sociale ou du régime des assurances sociales agricoles ;
- avoir versé les cotisations ASF et AGFF fixées par les accords successifs des partenaires sociaux depuis celui du 4 février 1983. »

L'article 2 *bis* est modifié comme suit :

« Par dérogation aux conditions d'âge et de durée d'assurance prévues à l'article précédent, peuvent prétendre au bénéfice de la présente annexe avant l'âge visé à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale les participants au régime ayant fait liquider leur pension d'assurance vieillesse à taux plein en application :

- de l'article L. 351-1-1 du code de la sécurité sociale ou de l'article L. 742-3 du code rural, sous réserve que soient remplies les conditions fixées par les articles D. 351-1-1 à D. 351-1-3 du code de la sécurité sociale, relatifs aux salariés ayant commencé à travailler jeunes et ayant eu une longue carrière,
- de l'article L. 351-1-3 du code de la sécurité sociale ou de l'article L. 742-3 du code rural, sous réserve que soient remplies les conditions fixées par les articles D. 351-1-5 et D. 351-1-6 du code de la sécurité sociale, relatifs aux assurés handicapés ;
- de l'article L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale ou de l'article L. 742-3 du code rural, sous réserve que soient remplies les conditions fixées par les articles D. 351-1-8 à D. 351-1-10, relatifs à la " pénibilité " ;
- de l'article 87 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites (cessation anticipée pour les " travailleurs de l'amiante "). »

Il est créé un article 2 *ter* libellé comme suit :

« Par dérogation aux conditions d'âge et de durée d'assurance prévues à l'article 2, peuvent prétendre au bénéfice de la présente annexe à l'âge de 65 ans les participants au régime ayant fait liquider leur pension d'assurance vieillesse à taux plein en application du 1<sup>o</sup> *bis* ou du 1<sup>o</sup> *ter* de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale, ou des paragraphes III et IV de l'article 20 de la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites (ou en application, s'agissant des salariés relevant du régime des assurances sociales agricoles, de l'avant-dernier alinéa de l'article 20 de la loi précitée). »

### Article 3

Le 1<sup>er</sup> alinéa est modifié ainsi qu'il suit :

« Les salariés ayant un âge compris entre celui fixé à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale et celui visé au 1<sup>o</sup> de l'article L. 351-8 de ce code, ayant fait liquider leur pension d'assurance vieillesse, dans le cadre de la retraite progressive, en application de l'article L. 351-15 de ce code, peuvent bénéficier d'une partie de leur allocation dans le cadre de la présente annexe. »

Le reste de l'article est inchangé.

### Article 4

Le 1<sup>er</sup> alinéa est désormais libellé comme suit :

« Les personnes ayant un âge compris entre celui fixé à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale et celui visé au 1<sup>o</sup> de l'article L. 351-8 de ce code, justifiant d'une durée d'assurance inférieure de 20 trimestres au plus à celle visée au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale, peuvent également faire liquider leur retraite par anticipation dans le cadre de la présente annexe. »

Dans le 2<sup>e</sup> alinéa, les termes « âge de 65 ans » sont remplacés par « âge visé au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 18 de l'annexe A ».

La fin du 2<sup>e</sup> alinéa est modifiée comme suit :

« [...] correspondant à l'âge atteint par l'intéressé lors de la liquidation de son allocation ».

Le dernier alinéa est inchangé.

### Article 5

Le 1<sup>er</sup> alinéa est désormais libellé comme suit :

« Bénéficient également des dispositions de la présente annexe les participants de l'ARRCO relevant de la profession minière et comptant le nombre de trimestres visé au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale au titre : ».

Les 2 alinéas suivants sont inchangés.

Le 4<sup>e</sup> et dernier alinéa est supprimé.

### Article 2

Les dispositions du présent avenant s'appliquent aux allocations ARRCO prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011.

Fait à Paris, le 5 mai 2011.

(Suivent les signatures.)